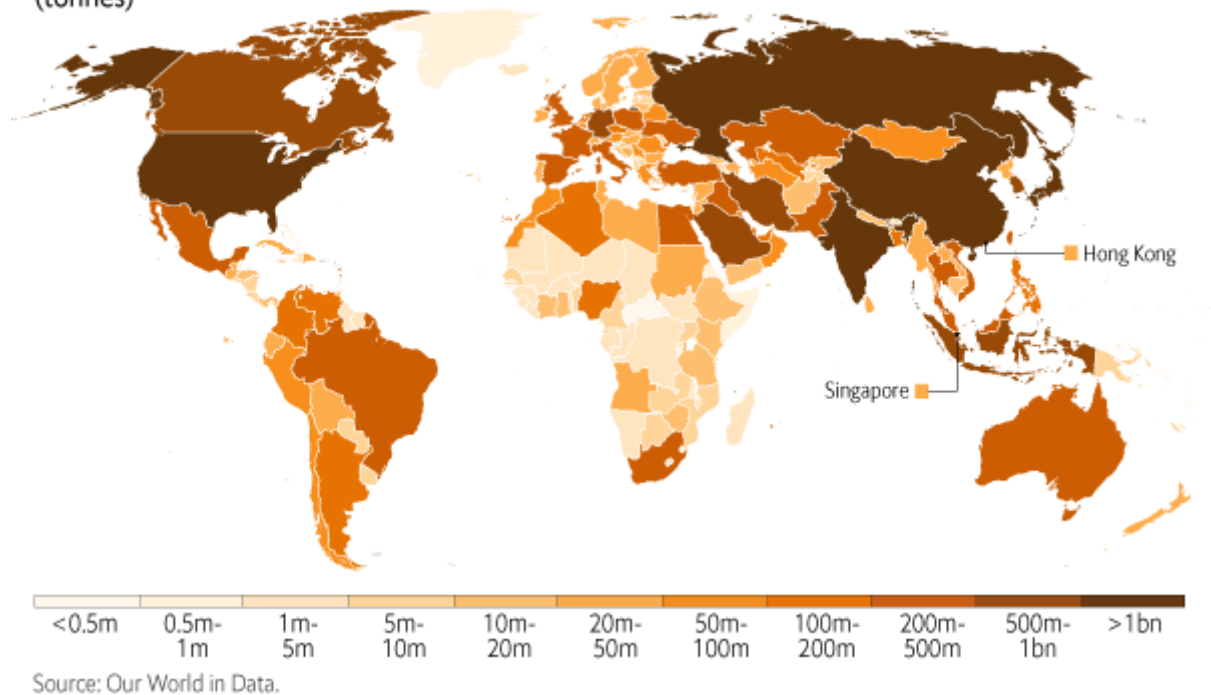


Le chemin rocailleux de l'Amérique latine vers des émissions nettes nulles

- La 26e conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26) – qui se tiendra dans la première quinzaine de novembre – attire l'attention sur les engagements pris par les pays pour atténuer le changement climatique et sur les progrès réalisés par rapport à ces engagements.
- Pour l'Amérique latine, la conférence mettra en lumière certaines tendances divergentes dans la région. Si les petits pays comme le Chili et le Costa Rica continuent de progresser, les progrès régionaux dans leur ensemble seront compromis par le manque de respect des engagements pris par les grandes économies comme le Brésil et le Mexique.
- À l'approche des élections générales qui se tiendront dans les mois à venir dans un grand nombre de pays de la région, dont le Chili, la Colombie et le Brésil, la politique climatique devient une question politique importante. Cependant, les progrès vers la réalisation des engagements climatiques seront limités par le manque de volonté politique, les contraintes fiscales, les faiblesses institutionnelles et le lobbying des groupes d'intérêt, notamment des grands producteurs industriels.
- Une transition vers les énergies propres, tirée par les investissements, permettra de progresser et aura un impact positif à court terme en réduisant les coûts énergétiques et en stimulant la croissance. Il y aura également des avantages à plus long terme, car la transition atténuera les effets modérateurs du changement climatique sur le PIB réel à long terme.

Toutes les grandes économies d'Amérique latine ont signé l'Accord de Paris et soumis leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN), dont beaucoup ont été mises à jour en décembre 2020. Les CDN sont des engagements pris par chaque pays dans le cadre de l'Accord de Paris, dans le but de contenir l'augmentation de la température moyenne mondiale d'ici 2100 à moins de 2°C (objectif de référence), avec un objectif extensible de 1,5°C. Les progrès réalisés dans le cadre de ces CDN reposeront en grande partie sur les six plus grandes économies d'Amérique latine (ALC-6) – **Brésil, Mexique, Argentine, Colombie, Chili et Pérou** – qui représentent ensemble près de 85 % des émissions totales de gaz à effet de serre dans la région. **Le Brésil et le Mexique** figurent parmi les 15 premiers émetteurs de carbone au monde.

Global CO2 emissions in 2019 (tonnes)



La progression vers des émissions nettes nulles nécessite une action gouvernementale sous la forme d'investissements publics directs dans les infrastructures d'énergie propre, de politiques visant à attirer les investissements privés et de réglementations visant à restreindre ou à décourager la production industrielle et de combustibles fossiles. En Amérique latine, les résultats sont mitigés : les deux plus grandes économies, le Brésil et le Mexique, se sont récemment rapprochées d'un avenir où les combustibles fossiles occupent une place prépondérante en poursuivant activement des politiques qui donnent la priorité aux secteurs du pétrole et du gaz et réduisent les budgets alloués aux secteurs renouvelables. Dans le même temps, certains petits pays comme le Chili et le Costa Rica font des progrès dans le développement d'infrastructures pour les énergies renouvelables. Cependant, ces petits pays devront faire des efforts d'assainissement budgétaire post-pandémie qui limiteront la capacité d'investissement public. Dans une grande partie de la région, l'investissement privé risque d'être miné par un environnement commercial de plus en plus risqué, même dans des pays habituellement stables comme le Chili (où une course présidentielle polarisée et un processus de réécriture de la constitution ont accru l'incertitude politique), le Pérou (qui a été marqué par une dynamique institutionnelle instable depuis les élections du début de l'année) et le Mexique (où le gouvernement a cherché à annuler les réformes de libéralisation dans le secteur de l'énergie pour renforcer le contrôle de l'État).

Latin America's NDCs under the Paris Agreement

Argentina	Argentina updated its nationally determined contribution (NDC) in December 2020. It is now targeting emissions of no more than 359 metric tonnes of carbon dioxide (CO ₂) equivalent (MtCO ₂ e) in 2030, which represents a 25.7% reduction in emissions compared with its previous target.
Brazil	Brazil's NDC, updated in December 2020, reduces the scope of the country's target; it is now aiming for a 43% reduction in emissions by 2030 from 2005 levels. However, the updated NDC also reset the base-year emissions used to set the goal, which effectively increases the emissions allowed by 2030 by over 400 MtCO ₂ e.
Chile	Chile's updated December 2020 NDC commits to reaching peak emissions by 2025 and then reducing net greenhouse gas (GHG) emissions by 45% from 2016 levels by 2030 (conditional on financing).
Colombia	Colombia has committed to reducing emissions by 51% by 2030 compared with the business-as-usual (BAU) scenario, up from a previous target of 20%.
Costa Rica	Costa Rica is targeting 9.11 MtCO ₂ e emissions in 2030. In 2019 the country committed to reaching net zero emissions by 2050.
Mexico	Mexico's 2020 updated NDC reconfirmed targets set in 2015 and did not set more ambitious targets, unlike many of its regional peers. Mexico is targeting a 22% reduction in emissions below the BAU scenario by 2030—representing 774 MtCO ₂ e.
Peru	Peru's updated 2020 NDC commits it to emissions of 123 MtCO ₂ e by 2030—an improvement of 6% from its previous NDC. The country has passed legislation to make its Paris commitments legally binding.

Source: Climate Action Tracker; EIU.

Le Costa Rica en tête du peloton

Le Costa Rica est le leader régional de la lutte contre le changement climatique et l'un des sept pays au monde dont les engagements et les politiques en la matière sont classés par Climate Action Tracker (CAT, un groupe de recherche indépendant) comme "presque suffisants" pour atteindre l'objectif maximal de l'accord de Paris, à savoir un réchauffement inférieur à 1,5 °C. Le Costa Rica a élaboré un plan de décarbonisation qui décrit sa stratégie pour atteindre l'objectif d'émissions nettes nulles d'ici à 2050, notamment en remplaçant les combustibles fossiles par des énergies renouvelables dans des secteurs comme le transport et l'électricité. Malgré les récentes contraintes financières découlant de la pandémie et les conditions d'austérité fixées dans le cadre d'un accord avec le FMI, la politique climatique a toujours été une pièce maîtresse des plans de relance économique du pays, ce qui indique que l'agenda vert est bien intégré dans la politique générale de l'État et la planification des affaires. Plus récemment, le gouvernement a proposé un projet de loi visant à interdire l'exploration des hydrocarbures. Outre la réduction des émissions, une étude réalisée en 2020 par la Banque interaméricaine de développement (BID) a révélé que la mise en œuvre du plan de décarbonisation apporterait au pays 41 milliards de dollars (environ 60 % du PIB) de bénéfices nets entre 2020 et 2050.

Le Chili et le Pérou suivent le mouvement

Selon le CAT, le Chili et le Pérou sont les pays d'Amérique latine les plus respectueux des règles après le Costa Rica et sont jugés "insuffisants" dans l'ensemble, bien que l'objectif conditionnel du Chili pour 2030 (engagements qu'il respectera s'il est soutenu par un financement international) soit jugé "presque suffisant". Le soutien de l'opinion publique et un programme politique favorable ont contribué à faire progresser la politique climatique du Chili ces dernières années. Un projet de loi sur le changement climatique (présenté en janvier 2020) qui fixe un objectif national de neutralité carbone d'ici 2050 a fait son chemin au Congrès. Selon les projections de la CAT, si le Chili met en œuvre toutes les politiques prévues, ses émissions pourraient atteindre un pic en 2023, soit deux ans avant l'objectif fixé par l'Accord de Paris. En outre, les politiques environnementales – en particulier la transition vers des sources d'énergie renouvelables et des restrictions plus strictes sur les secteurs extractifs – occuperont une place centrale dans le débat sur la réforme constitutionnelle et figurent en bonne place dans les programmes de campagne de plusieurs candidats de centre-gauche à l'élection présidentielle de novembre 2021 (comme Gabriel Boric).

Bien que le Pérou soit classé "insuffisant", on considère que le pays n'a besoin que d'améliorations modérées pour atteindre l'objectif de 1,5°C. Il a introduit plusieurs politiques pour soutenir son programme de lutte contre le changement climatique, comme un nouveau programme de transport urbain durable, conçu pour réduire les émissions. Toutefois, l'élection de Pedro Castillo à la présidence à la mi-2021 –a suscité des inquiétudes quant à l'engagement du Pérou envers ses objectifs en matière de changement climatique. Le nouveau président est entré en fonction sans plan sur l'environnement et le changement climatique, et bien qu'il ait depuis confirmé les engagements actuels du Pérou en matière de CDN, il n'a pas donné de détails sur la manière dont le Pérou les atteindra. Le lourd tribut social et financier de la pandémie de Covid-19 limitera la capacité fiscale du gouvernement et sa volonté de promouvoir des politiques de changement climatique sans soutien international. En outre, un environnement politique turbulent, tant au Chili qu'au Pérou, pèsera sur l'environnement commercial et sur les investissements privés dans les énergies propres.

L'Argentine et la Colombie forment le milieu

L'Argentine, la Colombie, le Brésil et le Mexique sont tous à la traîne, mais l'écart entre les objectifs engagés et l'objectif de "part équitable" calculé par le CAT –est plus faible en Argentine et en Colombie qu'au Mexique et au Brésil. L'Argentine a revu à la hausse son objectif de CDN en décembre 2020, et en avril 2021, elle a annoncé une autre révision à la hausse, les engagements sectoriels et financiers restant à confirmer. Toutefois, les difficultés budgétaires de l'Argentine, notamment à la suite de la pandémie, suscitent des doutes quant à l'introduction et à la mise en œuvre de plans visant à respecter ses engagements ; le gouvernement n'a fait que des références limitées aux projets verts dans son plan de relance économique.

En Colombie, la politique climatique et environnementale est devenue un sujet de discussion important pour le président, Iván Duque, qui s'est engagé à promouvoir la transition énergétique, à augmenter les transports publics à faibles émissions et à freiner la

déforestation. Cependant, l'action du gouvernement et la mise en œuvre des politiques ont eu du mal à suivre les promesses du président, reflétant le lobbying de puissants groupes d'intérêt tels que les éleveurs de bétail qui soutiennent le gouvernement, ainsi que la persistance d'activités criminelles (telles que l'exploitation forestière illégale) et une bureaucratie excessive. Même si les réformes environnementales resteront un thème important de la campagne pour l'élection présidentielle de l'année prochaine, les progrès réalisés par rapport aux promesses faites par le futur gouvernement seront entravés par les mêmes défis.

Le Brésil et le Mexique ferment la marche

Le Brésil et le Mexique représentent à eux deux bien plus de la moitié des émissions de l'Amérique latine, mais sont en retard sur le reste de la région en ce qui concerne les engagements de réduction des émissions et la mise en œuvre des politiques. En décembre 2020, le Mexique était l'un des rares pays au monde à ne pas fixer d'objectifs plus stricts en matière de CDN, alors que ses précédents engagements de 2015 étaient déjà jugés incompatibles avec les objectifs de 1,5°C et de 2°C. Le président mexicain, Andrés Manuel Lopez Obrador, s'est engagé à lutter contre le changement climatique, mais dans la pratique, son gouvernement a réduit les dépenses consacrées aux programmes de lutte contre le changement climatique, a donné la priorité aux dépenses d'investissement dans les secteurs du forage et du raffinage du pétrole, et s'emploie à annuler les réformes de libéralisation dans les secteurs de l'électricité et de l'énergie.

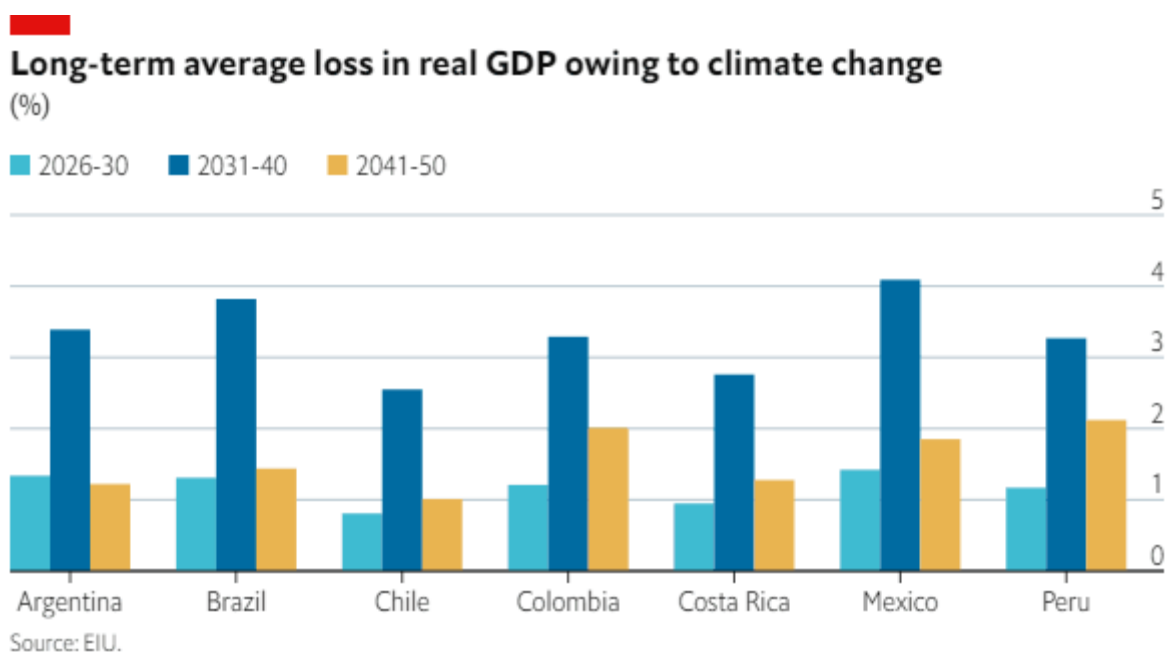
Cette tendance est encore plus prononcée au Brésil. Bien que le pays dispose d'une part importante d'énergies renouvelables dans son mix énergétique (environ 70 % de l'électricité provient de l'hydroélectricité), la politique climatique de l'administration actuelle s'est détériorée ; le président, Jair Bolsonaro, a fait part de son désir de réduire les protections environnementales pour se concentrer sur la promotion des affaires. Les taux de déforestation ont fortement augmenté sous sa présidence et le financement des programmes de réduction des émissions a été réduit. Le Brésil a en fait réduit ses objectifs d'émissions dans sa CDN actualisée de 2020 – ce qui contraste fortement avec la plupart des pays de la région – en modifiant l'année de référence, ce qui lui permet d'émettre 400 MtCO_{2e} supplémentaires (soit l'équivalent d'environ cinq mois d'émissions supplémentaires) d'ici 2030 par rapport à ses engagements précédents. M. Bolsonaro semble peu impressionné par les critiques internationales que lui vaut son retour en arrière sur les engagements en matière de changement climatique, laissant entendre que son administration maintiendra sa politique actuelle.

Si le candidat d'opposition le plus en vue, Luiz Inácio Lula da Silva, remporte l'élection présidentielle brésilienne de 2022, il est probable que des efforts seront déployés pour inverser ces politiques, mais le respect des engagements climatiques restera difficile. Il est difficile de savoir dans quelle mesure Lula adoptera les énergies propres, étant donné qu'il s'est fait le champion de l'industrie pétrolière et gazière brésilienne en tant que moteur du développement économique (comme M. López Obrador). Le Brésil est confronté à un défi supplémentaire, à savoir que l'exposition au changement climatique pourrait mettre en péril

la capacité de la production hydroélectrique existante ; le gouvernement Bolsonaro a déjà réagi aux récentes sécheresses en puisant dans les réserves de combustibles fossiles pour combler le déficit énergétique causé par la baisse de la production hydroélectrique.

Les perspectives à court et à long terme

Dans la mesure où les gouvernements de la région progressent dans la réalisation de leurs engagements, la transition vers les énergies propres, stimulée par les investissements, permettra non seulement de réduire les coûts énergétiques et de stimuler la croissance économique à court terme, mais aussi d'atténuer l'impact économique à long terme du changement climatique. Toutefois, à court terme, les effets persistants de la pandémie retarderont la mise en œuvre du programme de lutte contre le changement climatique et de protection de l'environnement dans la région, car les pays tentent de trouver un équilibre entre une croissance économique soutenue et l'assainissement des finances publiques. Cela dit, les conséquences immédiates du changement climatique se manifestent déjà dans la région, avec des catastrophes liées au climat, notamment des inondations, des sécheresses et des ouragans, dont la fréquence et l'intensité augmentent et qui imposent des coûts économiques importants. Sur cette base, nous nous attendons à ce que la politique climatique soit une question de plus en plus importante dans le débat politique autour de l'Amérique latine, y compris dans les campagnes électorales présidentielles en 2022. Les progrès en matière de respect des engagements climatiques devraient s'accélérer lorsque les effets de la pandémie s'estomperont, mais les progrès régionaux dans leur ensemble seront freinés à court et moyen terme par les deux grandes économies de la région, le Brésil et le Mexique, qui ne respectent pas leurs engagements.



Les prévisions de croissance à long terme d'EIU jusqu'en 2050 intègrent explicitement les effets du changement climatique. Notre modèle est basé sur le modèle DICE (Dynamic Integrated Climate-Economy), et comprend également un indice exclusif mesurant

l'exposition des pays au changement climatique, ainsi que la force de leur environnement politique pour contrer ces risques. D'après ces prévisions, l'impact du changement climatique sur le PIB réel des pays d'Amérique latine se fera surtout sentir en 2031–40. En supposant que la transition énergétique des deux prochaines décennies finisse par avoir un certain effet, nous prévoyons que l'impact économique du changement climatique sera modéré en 2041–50. Les pays dotés d'institutions politiques solides et d'un niveau élevé d'efficacité politique, comme le Costa Rica et le Chili, auront des résultats économiques plus solides à long terme. Des pays comme le Mexique et le Brésil, qui reviennent sur leurs engagements, seront beaucoup plus durement touchés.

Source: [Latin America's rocky road to net zero emissions \(eiu.com\)](#)

30/10/2021